

CONFERENCE SUR L'EDUCATION AFFECTIVE ET SEXUELLE DES ADOLESCENTS-TES :: SANTÉ ET CITOYENNETÉ

- l'importance des équipes éducatives -

Les enjeux majeurs, les forces et limites des interventions extérieures, le rôle des parents.

Propositions pour la mise en place des interventions.

*

Retour d'expériences de 15 ans d'interventions en Collèges et Lycées du Var.

« Après des années comme conseillère conjugale en charge des interventions sur la vie affective et sexuelle des adolescents et des adultes , j'ai pu mesurer l'importance de ce dispositif en terme de santé et de citoyenneté. J'ai pu aussi me rendre compte des limites, des difficultés, les craintes et les résistances que cette thématique pouvait susciter auprès de certains-nes. Après toutes ces années, j'ai souhaité faire un point avec les professionnels-elles qui chaque année ont la responsabilité de la mise en œuvre de ces actions dans l'enseignement et au-delà, avec toute personne intéressée et ou impliquée comme les parents, les travailleurs sociaux etc...

Faire le point et être force de propositions, à un moment où Internet propage beaucoup de contre-vérités sur ces actions et sème le doute voire le trouble il me paraît important de prendre ce temps pour qu'ensemble nous puissions y répondre de façon à la fois précise bienveillante mais déterminée quant à nos objectifs de prévention des risques sexuels . Revenir sur ce qui est fait et ce qui reste à améliorer. Dire clairement ce que nous faisons pour ouvrir un débat le plus large possible sur l'éducation à la vie affective et sexuelle dans le Var. »

SANDRA GUIADEUR / SAVOIR SANTE SEXUALITE 81382283000028

Conseillère Conjugale et Familiale (Planning Familial du Var organisme agréé à la formation des CCF et pour intervenir auprès de l'Education Nationale) en activité pour le Planning Familial du Var de 2005-2015

Conseillère conjugale et Sexologue (DIU Etude de la sexualité humaine option Conseil et Education Faculté de Médecine Montpellier) depuis 2015 :

- En Libéral à Toulon.
- Au CeGIDD (Centre Gratuit d'Information de Dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles et du VIH) à l'Hôpital de Ste Musse à Toulon et à l'Hôpital Bonnet de Fréjus.
- Au Centre de Santé Mutualiste de Malartic, Ollioules.
- Conférences -débat et Cafés-Sexo : (CCAS de Fréjus, Mairie de Draguignan et établissements privés...
- Partenariats : CODES 83, AIDES 83...
- Formation des professionnels : (GILEAD, CODES 83...)

Et bientôt... en Octobre 2018- Juin 2019 : Préparation du Certificat de Sexologie Clinique Appliquée de L'Université de Louvain en Belgique (Réflexion et analyse des pratiques des Sexologues, optimisation des savoirs et techniques de Sexothérapie et en santé sexuelle)...



Pour préparer ces échanges quelques références :

Stratégie Nationale de Santé Sexuelle 2017-2030

Axe I / II / III

Texte O.M.S Définition de la Santé Sexuelle

Eduscol / <http://eduscol.education.fr/cid46850/ressources-nationales-sur-l-education-a-la-sexualite.html>



[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i0895/\(index\)/rapports-application-loi](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i0895/(index)/rapports-application-loi)

➤ **stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030 (Extraits) :**

AXE I – INVESTIR DANS LA PROMOTION EN SANTE SEXUELLE, EN PARTICULIER EN DIRECTION DES

JEUNES, DANS UNE APPROCHE GLOBALE ET POSITIVE 13

OBJECTIF 1 - EDUQUER LES JEUNES A LA SEXUALITE, A LA SANTE SEXUELLE ET AUX RELATIONS

ENTRE LES PERSONNES 14

OBJECTIF 2 - AMELIORER L'INFORMATION EN SANTE SEXUELLE EN UTILISANT LES NOUVEAUX

OUTILS DE COMMUNICATION 16

OBJECTIF 3 - RENFORCER LA FORMATION EN SANTE SEXUELLE DES PROFESSIONNELS DE

SANTE, DU MEDICO SOCIAL, DE L'EDUCATION ET DE LA JUSTICE ET DES MEDIAS INTERVENANT

DANS LE CHAMP DE LA SANTE SEXUELLE ET DE L'EDUCATION A LA SEXUALITE 18

OBJECTIF 4 - RENFORCER LES COMPETENCES DES PARENTS 19

AXE II – AMELIORER LE PARCOURS DE SANTE EN MATIERE D'IST DONT LE VIH ET LES HEPATITES

VIRALES : PREVENTION, DEPISTAGE, PRISE EN CHARGE 20

OBJECTIF 1 - RENFORCER ET DIVERSIFIER LA PREVENTION DES IST ET DU VIH 22

OBJECTIF 2 - AUGMENTER LA COUVERTURE VACCINALE DES IST A PREVENTION VACCINALE

..... 23

OBJECTIF 3 - AMELIORER LES DEPISTAGES DES INFECTIONS SEXUELLEMENT

TRANSMISSIBLES DANS UNE APPROCHE GLOBALE DE SANTE SEXUELLE 24

OBJECTIF 4 - AMELIORER LA PRISE EN CHARGE MEDICALE des IST et du VIH	26
OBJECTIF 5 - AMELIORER L'ACCOMPAGNEMENT MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL, FAVORISER L'ACCES AUX DROITS ET LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS SUBIES PAR LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH ET LES POPULATIONS VULNERABLES	27
AXE III – AMELIORER LA SANTE REPRODUCTIVE	29
OBJECTIF 1 - GARANTIR L'ACCES AUX METHODES DE CONTRACEPTION DE LEUR CHOIX POUR LES FEMMES ET POUR LES HOMMES	31
OBJECTIF 1.1 - Renforcer l'information sur les moyens de contraception	31
OBJECTIF 1.2 - Améliorer l'accès à la contraception notamment par la mobilisation du cadre conventionnel	31
OBJECTIF 1.3 - Mobiliser l'ensemble des professionnels de santé et mobiliser de nouveaux acteurs	32
OBJECTIF 1.4 - Développer la connaissance	32
OBJECTIF 2 - REDUIRE LES GROSSESSES NON PREVUES ET NON DESIREES.....	32
OBJECTIF 3 - PREVENIR L'INFERTILITE CHEZ LES FEMMES ET LES HOMMES EN FONCTION DES DETERMINANTS COMPORTEMENTAUX

Définition OMS :

« La santé sexuelle est un état de bien être physique, émotionnel, mental et social en matière de sexualité, ce n'est pas seulement l'absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité. La santé sexuelle exige une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles agréables et sécuritaires, sans coercition, ni discrimination et ni violence. Pour atteindre et maintenir une bonne santé sexuelle, les Droits

Humains et Droits sexuels de toutes les personnes doivent être respectés, protégés et réalisés».

La santé sexuelle fait partie intégrante de la santé, du bien-être et de la qualité de vie dans leur ensemble.

25% des écoles déclarent n'avoir mis en place aucune action d'éducation à la sexualité malgré l'obligation légale montrant que l'éducation à la sexualité est encore insuffisamment déployée selon le baromètre réalisé par le Haut Conseil à l'Égalité (8);

- **un tiers des grossesses reste non prévu et aboutit 6 fois sur 10 à une IVG**, malgré un



niveau de contraception élevé, les grossesses non désirées restent trop importantes aboutissant notamment à des interruptions volontaires de grossesse (11);

- **une augmentation de 10% d'IST chez les 15-24 ans entre 2012 et 2014 et chez les populations vulnérables** (10), les IST sont en recrudescence et touchent plus spécifiquement les jeunes ;
- **près de 6000 nouvelles séropositivités en 2015**, même si l'épidémie du VIH est globalement stable depuis 2007 (12), elle reste alarmante chez les HSH (qui représentent 43% des nouvelles découvertes de séropositivité en France) et importante chez les hétérosexuel.le.s né.e.s à l'étranger (38%) (13) ;
- **la couverture vaccinale VHB est insuffisante chez les adolescents et les adultes exposés** (43% des adolescents de 15 ans (2009)) et la couverture vaccinale HPV est également trop faible (28.3% des jeunes femmes de 16 ans) (14) ;
- une femme sur 7 et un homme sur 25 déclarent avoir subi au moins une forme de **violence sexuelle** au cours de leur vie (15) ;
- **des discriminations sociales**, notamment les inégalités entre les femmes et les hommes, homophobie (31% des HSH ont été victimes d'actes homophobes au cours des 12 derniers mois (2012) (16)), qui impactent la santé mentale et génèrent une mauvaise estime de soi ;
- **les difficultés liées à la sexualité** varient de 35 à 65% en fonction de l'âge, du sexe. Les troubles et dysfonctions sexuelles varient (13% à 38%) en fonction de l'âge, du sexe et des comorbidités associées (17).

Renforcer les compétences des parents :

en mettant à leur disposition des outils adaptés, et en s'appuyant sur les dispositifs existants : au sein de l'Éducation nationale (espaces parents, mallette des parents, Eduscol...), dans les Caisses d'Allocations familiales (CAF), les mairies, via les médiateurs de santé associatifs, etc.

